

## **L'Union sociale pour l'habitat demande à être reçue sans délai par le Président de la République**

Dans le contexte particulier des annonces désordonnées, reportées, relatives au « plan logement », l'Union sociale pour l'habitat, qui regroupe les organismes Hlm, demande solennellement à être reçue sans délai par le Président de la République.

Alors que les locataires Hlm sont de plus en plus pauvres, et que la demande de logement social ne cesse de croître, le logement social fait face à une attaque sans précédent.

La question du logement, et notamment celle du logement social, ne peut pas être sacrifiée pour des enjeux strictement budgétaires de court terme. Il s'agit d'une question sociale et économique qui engage un modèle de société.

En appelant, sans en mesurer les conséquences pour les organismes Hlm, à des baisses insoutenables de loyers, pour compenser une volonté unilatérale de Bercy de baisser drastiquement les APL pour les locataires Hlm, le Gouvernement s'attaque au logement social. Il fait courir un risque majeur à un secteur qui loge aujourd'hui 11 millions de personnes, qui produit plus de 100 000 logements sociaux par an, génère 300 000 emplois et qui se doit de continuer à entretenir et rénover les logements de ses locataires.

Un Français sur deux habite ou a habité dans le logement social. Les organismes Hlm sont porteurs d'une dette de 140 milliards d'euros notamment auprès de la Caisse des Dépôts. Cette dette est garantie par les collectivités locales. C'est dire les conséquences irréversibles qu'auraient des décisions brutales et non concertées pour l'ensemble de la société française.

Le budget du logement en France est, pour plus de la moitié, tourné vers le parc privé. En faisant assumer les économies envisagées par le seul parc Hlm et ses locataires, le Gouvernement nuirait à très court terme à la qualité du parc social, à son entretien, à sa modernisation et mettrait en cause le secteur social.

Pour Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat, « *le « budgétarisme » de Bercy c'est une doctrine, mais ça ne fait pas une politique du logement au service des habitants. Nous demandons à être reçus par le Président de la République pour mettre avec lui, sur la table, l'ensemble des sujets qui préoccupent les acteurs du logement social : le financement du logement social bien sûr, avec nos partenaires que sont la Caisse des Dépôts et les collectivités locales, mais également la situation des quartiers, le choc de l'offre, la paupérisation d'une grande partie des locataires du parc social, l'enjeu de la transition énergétique, la mobilité... Voilà les sujets qui devraient être véritablement au cœur de la politique du logement.* »

**L'Union sociale pour l'habitat** représente, en France métropolitaine et dans les territoires d'Outre-mer, quelque 720 organismes Hlm à travers ses cinq fédérations (la Fédération nationale des Offices Publics de l'Habitat, les Entreprises sociales pour l'habitat, la Fédération nationale des Sociétés coopératives d'Hlm, l'Union d'économie sociale pour l'accession à la propriété et la Fédération nationale des Associations régionales d'organismes d'habitat social). Elle remplit trois missions : un rôle de représentation nationale auprès des pouvoirs publics, des médias, des milieux professionnels et de l'opinion publique ; une mission de réflexion, d'analyse et d'étude sur tous les dossiers relatifs à l'habitat et l'élaboration de propositions pour une politique sociale de l'habitat ; une fonction d'information, de conseil et d'assistance auprès des organismes afin de faciliter, rationaliser et développer leurs activités et leurs compétences professionnelles. En 2016, plus de 92 000 logements locatifs et foyers ont été financés par les organismes Hlm qui détiennent et gèrent 4,8 millions de logements et logent plus de 10 millions de personnes. Les opérateurs de logement social sont aussi des acteurs importants de l'accession sociale à la propriété : 14 400 logements ont été vendus à des accédants, en secteur groupé ou en diffus. Animés par 12 000 administrateurs bénévoles, ils emploient 82 000 salariés. **Pour en savoir plus : [www.union-habitat.org](http://www.union-habitat.org)**

**Contacts presse :** Joachim Soënard / Christine Dalle / Alice Grapinet - Direction de la Communication  
Tél. : 01 40 75 52 70 ou 07 64 57 85 66